



Conseillère ou conseiller aux services de protection de la jeunesse, de la diversité et des communautés des Premières Nations et Inuit

Travail social

 Ministère de la Santé et des Services sociaux

 1075, chemin Sainte-Foy, Québec ou 201, boulevard Crémazie Est, Montréal

Attributions :

Sous l'autorité de la directrice, la personne titulaire agit à titre de conseillère aux services en protection de la jeunesse, de la diversité et des communautés des Premières Nations et Inuit pour soutenir la mise en œuvre des orientations ministérielles en matière de services jeunesse, pour tous les enfants et les familles du Québec, dans une perspective inclusive et adaptée aux réalités des communautés des Premières Nations, Inuit et ethnoculturelles. Elle contribue à l'élaboration, à l'application et à l'évaluation des politiques, des cadres de référence et des offres de services en lien avec la Loi sur la protection de la jeunesse (LPJ) et la Loi sur la gouvernance du système de santé et de services sociaux (LGSSSS). La personne titulaire joue un rôle-conseil auprès des établissements du réseau, des partenaires gouvernementaux et communautaires, et contribue activement à la concertation intersectorielle pour assurer une réponse adaptée aux besoins des jeunes et de leur famille, peu importe leur origine ou leur lieu de résidence.

Plus précisément, la personne responsable :

- Contribue à l'élaboration, à l'adaptation et à l'évaluation des orientations ministérielles en matière de protection de la jeunesse, en intégrant les réalités autochtones et ethnoculturelles;
- Analyse les recommandations d'instances publiques et propose des projets structurants visant à améliorer l'accessibilité, la qualité et la cohérence des services jeunesse;
- Soutien l'harmonisation des pratiques cliniques et organisationnelles dans le réseau, en collaboration avec les établissements et les partenaires;
- Participe à la coordination de comités et de groupes de travail intersectoriels, en mobilisant les acteurs autour d'objectifs communs;
- Rédige des avis, états de situation et recommandations stratégiques pour appuyer la prise de décision ministérielle;
- Collabore à l'élaboration de stratégies visant à améliorer les services offerts aux jeunes issus de la diversité, dans une perspective inclusive et équitable.

Profil recherché

Répondez-vous aux conditions minimales d'admission?

Informations sur le poste

Type d'emploi

Temps plein

Domaines

Travail social

Salaire offert

54 205 \$ - 100 739 \$ / an

Publié

11 novembre 2025

Expérience

Aucune

Niveau de scolarité exigé

Formation universitaire

Fin des candidatures

24 novembre 2025

Informations sur l'employeur

Nom de l'entreprise

Ministère de la Santé et des Services sociaux

- Détenir un diplôme universitaire de premier cycle dont l'obtention requiert un minimum de 90 crédits en service social, psychologie, droit, sociologie, anthropologie ou dans tout autre domaine pertinent ou une attestation d'études pertinentes dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente. La candidature d'une personne qui est en voie de terminer la dernière année de scolarité exigée pour l'obtention du diplôme requis pourrait être considérée.
 - Chaque année de scolarité manquante peut être compensée par une année de scolarité pertinente de niveau égal ou supérieur à celle exigée. Le diplôme exigé peut également être compensé par une maîtrise dans une discipline pertinente comportant un minimum de 45 crédits.
 - Pour être considérée, toute scolarité effectuée hors du Canada doit faire l'objet d'une évaluation comparative (attestation d'équivalence) délivrée par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.
- Posséder la citoyenneté canadienne, le statut de résident permanent ou un permis de travail émis par l'autorité fédérale compétente. Une personne en attente de la preuve de son statut de résident permanent ou d'un permis de travail peut soumettre sa candidature au présent processus de sélection. Toutefois, elle devra être autorisée à travailler légalement au Canada au moment de sa nomination.
- Avoir une connaissance du français appropriée aux fonctions.

Atouts :

- Expérience professionnelle auprès des communautés des Premières Nations, Inuit ou ethnoculturelles;
- Connaissance des recommandations des commissions publiques (Commission Laurent, Commission Viens, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, etc.);
- Maîtrise des enjeux liés à l'adaptation des services jeunesse dans une perspective de diversité et d'inclusion.

Avez-vous le profil recherché?

La personne recherchée se distingue par sa capacité à analyser en profondeur, à structurer l'information de manière cohérente et à rédiger avec précision dans des contextes où les enjeux sont multiples et délicats. Elle possède une connaissance approfondie des lois et politiques encadrant les services jeunesse, notamment la LPJ et la LGSSSS. Elle fait preuve de leadership, de diplomatie et d'aisance dans les communications intersectorielles et interculturelles. Elle se distingue par son sens de l'organisation, son autonomie et sa capacité à travailler en concertation avec une diversité de partenaires.

